

# Abdelaziz Bouteflika : vers le mandat de trop ?

**Michel Carlier**

Ancien ambassadeur de Belgique en Algérie

■ Il est douteux que le 5<sup>e</sup> mandat de ce président grabataire soit accepté par une jeunesse excédée de voir son avenir bouché par un parti sclérosé et virtuose de la rapine. Jusqu'où la colère va-t-elle gronder ?

■ Il est douteux que le 5<sup>e</sup> mandat de ce président grabataire soit accepté par une jeunesse excédée de voir son avenir bouché par un parti sclérosé et virtuose de la rapine. Jusqu'où la colère va-t-elle gronder ?

**E**n avril 1999, Abdelaziz Bouteflika, candidat indépendant, était élu dès le premier tour, président de la République algérienne démocratique et populaire. En 2008, une révision de la constitution votée par un parlement quasi unanime supprimait la limitation à deux des mandats présidentiels. Peu après, Bouteflika – cette fois candidat du parti presque unique FLN (Front de libération nationale) – était réélu avec plus de 90 % des voix. En 2013, un arrêt vasculaire cérébral très sévère frappait le Président qui ne peut plus, depuis lors, se déplacer qu'en fauteuil roulant. En fait, il est réduit à un état d'incapacité de gouverner pur et simple. Ce qui ne l'empêcha nullement de rempiler en avril 2014.

## Manifs contre le "mandat de la honte"

Depuis peu, on apprend que l'homme, bien que très malade, a décidé de se représenter pour un cinquième mandat aux élections du 18 avril 2019. L'annonce ne passe pas aussi facilement que les fois précédentes. Des officiers de haut rang à la retraite font savoir publiquement que ce mandat n'est pas souhaitable. Ils sont aussitôt sèchement recadrés par le chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, âgé de 79 ans et intime du clan Bouteflika. Apparemment, cela ne suffit pas. Via les réseaux sociaux, des inconnus lancent des appels à manifester. Des milliers de personnes de tous âges défilent pacifiquement les 21 et 22 février dans les rues de plusieurs villes algériennes proclamant rejeter ce qu'elles appellent le "mandat de la honte". Ce dimanche 24, les autorités craignaient une manifestation importante à Alger. Elle a eu lieu, sous haute protection policière, contrairement à ce qui se produisit lors des manifestations précédentes, les 21 et 22 février. Ces jours-là et – alors que les manifestations sont interdites en Algérie depuis 2004 – la police n'était pratiquement pas intervenue. Difficile de ne pas voir en cela le signe clair d'une hésitation au sein des sphères dirigeantes du FLN et de l'armée. Dans ces cercles, on commence visiblement à trouver le temps long. Quatre fois cinq ans, c'est beaucoup. Cinq fois cinq ans, c'est trop, de toute évidence.

## La présidence à vie pour son clan

Le journaliste franco-algérien Mohamed Sifaoui vient de publier un livre intitulé: *Où va l'Algérie?* qui arrive à point nommé. Son constat est clair. Bouteflika, depuis sa chaise roulante, est incapable de gouverner. Il règne – silencieux et protégé en lieu sûr par son clan composé de sa famille et de quelques anciens militaires – sur un pays verrouillé par un parti quasi unique, le FLN, dont les seules vertus remontent au temps héroïque et lointain de la guerre d'indépendance de 1954 à 1962. Mais le Président est conscient et capable de décider d'arrêter de jouer au "chef fantôme". On est donc en droit de se demander pourquoi Bouteflika ne décide pas, pour le bien de ses concitoyens, de céder la place. Avec ce 5<sup>e</sup> mandat qui s'annonce, le doute n'est plus permis. C'est la présidence à vie que Bouteflika et son clan veulent obtenir de leur peuple par une élection jouée d'avance.

## Avec des conséquences pour l'Europe

Si tout cela se vérifie, il faut s'attendre avant longtemps à de nouveaux et sérieux remous en Algérie entraînant une longue période d'instabilité qui ne serait pas sans conséquences pour

l'Europe. Il serait fort utile que nos responsables européens s'intéressent de près à cette nouvelle affaire d'Algérie. Ce grand pays maghrébin n'en finit pas de vivre assis confortablement sur le capital d'une guerre anticoloniale de huit ans qui a valu aux dirigeants algériens, de Ben Bella à Bouteflika, une sorte d'auréole parée des plus belles vertus imaginables. Après plus d'un demi-siècle, l'Algérie, où les moins de 25 ans représentent la moitié des 44 millions de ses habitants, est gangrenée par la corruption et par le désespoir de ses jeunes qui veulent aller ailleurs, notamment en France. Que se passera-t-il? Rien qui vaille. La colère va gronder assez vite. Il est douteux que le 5<sup>e</sup> mandat d'un président grabataire soit accepté par une jeunesse excédée de voir son avenir bouché par un parti sclérosé, virtuose de la rapine et incapable d'offrir de réelles perspectives à une nation singulièrement jeune. Si l'Europe ne se tourne pas vers ce pays méditerranéen, elle risque de devoir faire face demain à une situation explosive qu'elle ne pourra pas contrôler.

**Si l'Europe ne se tourne pas vers ce pays méditerranéen, elle risque de devoir faire face demain à une situation explosive qu'elle ne pourra pas contrôler.**